



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIM Organización Internacional para las Migraciones

DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION
ATELIER D'INTERSESSION SUR

SOCIÉTÉS ET IDENTITÉ :
LES INCIDENCES MULTIFORMES DE LA MIGRATION¹

19-20 juillet 2010

DOCUMENT DE TRAVAIL

Introduction

Aucune société n'est figée : tel est le constat de départ sur lequel s'appuie toute réflexion sur cette question. Les sociétés se transforment, s'adaptent et évoluent sans cesse, sous l'effet de nouveaux paradigmes sociaux internes et d'influences externes. Bien que pesant d'un poids non négligeable, la migration n'est de loin pas le seul facteur qui détermine ces mutations. D'où l'importance de se garder de minimiser ou d'exagérer son incidence sur la société.

Cependant, il est incontestable que les incidences de la migration moderne sont bien différentes des effets engendrés par les mouvements ponctuels, unidirectionnels et permanents qui se produisaient par le passé. Les migrations internes et internationales, les déplacements temporaires et permanents, ainsi que la migration régulière et irrégulière sont caractérisés par des schémas de mobilité toujours plus complexes. La mobilité touche non seulement les travailleurs, qu'ils soient hautement ou peu qualifiés, mais aussi les familles, les étudiants et les milieux d'affaires. La migration de main-d'œuvre, par exemple, a des retombées sociales différentes de celles de la migration familiale bien que, de plus en plus, celles-ci tendent à se recouper². La question de savoir qui se déplace et comment, ainsi que l'ampleur et la durée des mouvements déterminent les mutations sociales qui se produisent dans les sociétés d'origine et de destination. Ainsi, les répercussions sur la société varieront selon que les

¹ *Sociétés et identité : Les incidences multiformes de la migration* est le sujet choisi par les Membres pour le second atelier d'intersession de l'IDM en 2010, dont le thème dominant est "**Migration et mutations sociales**". Le premier atelier d'intersession, qui s'était tenu les 9 et 10 mars 2010, avait pour sujet *La migration et le transnationalisme : Chances et défis*. De plus amples informations sont affichées à l'adresse www.iom.int/idmtransnationalism. Sans nier l'importance de la dimension économique de la question, le présent document et l'atelier s'intéresseront plus particulièrement à ses aspects sociaux, conformément au thème dominant de l'IDM 2010.

² Ces tendances, et d'autres encore, sont analysées en détail dans le rapport de l'OIM *Etat de la Migration dans le monde – 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*.

migrants sont majoritairement des hommes ou des femmes, ainsi qu'en fonction de leur âge moyen. A l'inverse, la question de savoir qui *ne* se déplace *pas* ou qui reste au pays est tout aussi importante pour comprendre les transformations induites par la migration et y faire face.

Incidences sociales de la migration

Etant donné que le phénomène migratoire concerne, d'une manière ou d'une autre, la quasi-totalité des pays, il a fatalement des conséquences sociales. Les sociétés s'aperçoivent que la question qui se pose à elles ne consiste pas à savoir s'il faut gérer le changement, mais comment. S'adapter à un tissu social en constante évolution peut susciter des questions fondamentales sur la nature d'une société, mais aussi des réflexions concrètes sur la conception, l'organisation et le fonctionnement des institutions, des politiques et des règles publiques afin de compenser les coûts de la migration par les possibilités sociales qu'elle offre. Fondamentalement, toutes les sociétés cherchent à instaurer et à préserver la cohésion sociale, garante du bon fonctionnement des institutions et réseaux formels et informels d'une société, ainsi que de la solidarité et du respect des lois. Un tel "contrat social" entre différents éléments de la société, dont les migrants, entraîne des droits et des obligations pour tous. Cependant, il doit impérativement être fondé sur un environnement favorable, caractérisé par une adaptation réciproque, l'absence de discrimination et le respect des droits de l'homme.

Dans ce contexte, l'image des migrants, dans les sociétés d'origine et d'accueil, revêt une telle importance dans tout débat sur les incidences sociales de la migration qu'elle appelle une attention particulière³. La manière d'envisager la migration est déterminée par la représentation du migrant dans le discours public et politique – qui variera selon qu'il est question de "migrants", d'"expatriés", de "travailleurs immigrés/étrangers temporaires" ou d'"illégaux/irréguliers". Les discours et les idées répandues au sein de l'opinion publique influencent directement l'orientation de la politique migratoire d'un pays. C'est pourquoi, gérer les migrations exige de gérer la perception des migrants dans la société. Malheureusement, toutefois, l'image des migrants tend à être globalement négative dans de nombreuses sociétés, et la limite est souvent vite franchie entre le débat réaliste et honnête sur les défis que pose la migration et les déclarations politisées et stéréotypées transformant les migrants en boucs émissaires. Les difficultés économiques tendent à nourrir l'hostilité à l'égard des migrants. Dans les pays de destination ou de transit, ceux-ci, notamment s'ils sont peu qualifiés et originaires d'un milieu pauvre, peuvent être considérés comme des intrus et accusés d'accaparer les emplois ou de représenter un fardeau pour l'appareil social, provoquant parfois des réactions racistes et xénophobes parmi la population d'accueil. En revanche, leur importance pour le fonctionnement de l'économie est rarement affirmée. Dans les pays d'origine, il est arrivé que les migrants soient accusés d'abandonner leur pays natal à un moment où celui-ci avait cruellement besoin d'eux, ou soupçonnés d'intentions subversives. Ailleurs, les familles et les communautés placent dans les migrants des espoirs immenses et souvent irréalistes. Eduquer l'opinion pourrait donc apparaître comme la mesure politique la plus importante dans toute société aux prises avec la migration. Les pouvoirs publics pourraient forger une image des migrants en

³ L'image des migrants était au cœur de la session du Conseil de l'OIM tenue en 2004. Le document de travail et d'autres renseignements sont affichés à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/policy-research/international-dialogue-migration/council-sessions/valuing-migration-2004>.

coopération avec toute une série d'acteurs, essentiellement avec les médias, afin de garantir un discours juste, exact et équilibré sur les migrants et la migration et d'apaiser toute peur ou ressentiment injustifiés.

Sans prétendre à l'exhaustivité, la liste ci-après répertorie certaines des transformations sociales les plus importantes que la migration peut induire dans les pays d'origine et d'accueil, depuis les plus manifestes au plus imperceptibles :

- *Répartition de la population* : Dans les pays d'origine, par exemple, certaines régions, souvent rurales, peuvent se dépeupler. Dans les pays de destination, en revanche, les migrants ont parfois contribué à la revitalisation de régions jusque-là marginales. Les grandes villes tendent à être des pôles de migration, notamment à l'échelle interne, ce qui peut se traduire par la formation d'enclaves ethniques ou par une ségrégation résidentielle, ou nécessiter l'adoption de mesures visant à développer les infrastructures.
- *Structure démographique* : La population totale, la pyramide des âges et le taux de fécondité dans les pays d'origine et de destination peuvent être considérablement modifiés selon le sexe et l'âge des migrants et la durée du séjour à l'étranger.
- *Structure et relations familiales* : Lorsque la migration entraîne un éclatement de la famille, les conséquences sociales peuvent être énormes et se traduire par une redéfinition de la cellule familiale et des rôles en matière de soins et de garde, ainsi que par un bouleversement des rôles dévolus aux hommes et aux femmes et des relations entre les deux sexes. Les répercussions peuvent être plus grandes encore si certaines fonctions sociales ne sont pas assurées, prenant la forme, au pire, de négligences d'enfant ou d'un lourd fardeau sur les personnes âgées. Dans certains pays d'accueil industrialisés, une nouvelle conception de la vie familiale signifie que les migrants employés de maison ou soignants (généralement de sexe féminin) s'occupent de tâches qui, telles que la garde d'enfants ou les soins aux personnes âgées, étaient assurées auparavant par la famille (là encore, le plus souvent par des femmes). De plus en plus, la migration féminine est à l'origine d'une "chaîne mondiale de soins", produite par le transfert des tâches de garde et de soins par les ménages selon une hiérarchie sociale fondée sur la sexospécificité, l'appartenance ethnique ou la classe sociale⁴.
- *Rôles dévolus aux hommes et aux femmes* : Les flux migratoires ont, sur les sociétés d'origine et d'accueil, des conséquences différentes selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes. Ainsi, lorsque l'émigration est principalement masculine, les femmes peuvent être appelées à exercer de nouvelles fonctions sociales et économiques. Dans les sociétés de destination, l'emploi de travailleurs domestiques ou de soignants migrants chez des particuliers a permis à un plus grand nombre de femmes autochtones qui, traditionnellement, s'acquittaient de ces tâches, d'arriver sur le marché du travail, contribuant ainsi à modifier la dynamique des sexes dans les sociétés d'accueil. Par ailleurs, les migrants peuvent être porteurs d'une conception des rôles dévolus aux hommes et aux femmes différente des points de vue prédominants dans les sociétés de destination, ce qui risque de créer des tensions. A l'inverse, eux-mêmes sont susceptibles d'être exposés à des normes différentes en matière de relations entre les sexes durant leur séjour à l'étranger, qu'ils peuvent

⁴ Amaia Pérez Orozco, *Global Care Chains*. UN-INSTRAW 2009, Série Genre, Migration et Développement, Document de travail 2. Disponible à l'adresse : <http://www.un-instraw.org/images/documents/GCC/WORKING%20PAPER%202%20-%20INGLES.pdf>

vouloir reprendre à leur compte dans leur vie personnelle ou introduire dans leur société d'origine une fois de retour chez eux.

- *Structures sociales* : Trop de facteurs entrent en jeu pour qu'il soit possible de donner une réponse catégorique à la question de savoir si la migration est un vecteur de mobilité sociale ascendante ou descendante pour les migrants. De fait, les deux scénarios sont possibles. Il est apparu que la classe sociale joue un rôle plus déterminant que l'origine nationale dans la mobilité sociale, si bien que les migrants marginalisés socioéconomiquement ont plus de points en commun avec les groupes autochtones désavantagés comme eux qu'avec d'autres secteurs de la population migrante. De même, il est tout aussi difficile de déterminer les effets de la migration sur les structures sociales préexistantes des pays d'origine. Loin d'être modifiés par les flux migratoires, la stratification sociale et les schémas inégalitaires des pays d'origine sont parfois renforcés par eux, parce que certains segments de la société préfèrent émigrer plutôt que d'attendre que des changements socioéconomiques se produisent dans leur pays.
- *Niveaux de diversité* : La migration entraîne, plus particulièrement dans les sociétés de destination, une plus grande diversité culturelle, ethnique et religieuse. Un débat virulent agite de nombreuses sociétés quant à la valeur de la diversité, qui peut être synonyme d'avantages et d'enrichissement, mais qui est considérée par certains comme un facteur négatif quand elle se traduit par une atteinte à ce qui est perçu comme une homogénéité sociale. Selon l'ampleur du phénomène migratoire, la composition culturelle, ethnique et religieuse d'une société peut être considérablement modifiée.
- *Identité* : La migration oblige les pays d'origine et d'accueil à réévaluer les critères d'appartenance à une société donnée. Si, traditionnellement, les sociétés se sont définies en fonction du territoire et de leur origine, la nature même d'un monde plus mobile exige une réflexion plus poussée. Les "rapatriements sociaux" (dont il sera question plus loin) de nationaux résidant à l'étranger, pour ne citer que cet exemple, modifient imperceptiblement les comportements, les idées et les normes dans les sociétés d'origine. Parfois, la migration elle-même peut devenir une forme d'identité ou de culture, lorsque l'expérience ou le désir de migrer devient un trait caractéristique de toute une communauté.

Dans les sections suivantes, quelques champs de réflexion sont proposés, sous l'angle des pays d'origine et d'accueil. Etant donné que la plupart des pays sont aujourd'hui à la fois pays d'origine, de transit et de destination, les responsables politiques constateront que ces sections s'appliquent toutes deux à leur situation nationale particulière.

Considérations de politique générale : Sociétés d'origine

Les incidences de la migration sur la famille, souvent considérée comme l'unité de base de la société, sont particulièrement importantes pour la société dans son ensemble. Les responsables politiques devront peut-être différencier les différents scénarios migratoires, tels que la séparation des familles pour cause de migration, la migration de toute la cellule familiale, la migration aux fins de réunification familiale, ou celle aux fins de mariage/création de famille, qui impliquent chacun des conséquences particulières. Dans les sociétés d'origine, la séparation des familles provoquée par une migration crée sans doute une situation particulièrement pressante. Tel est surtout le cas

dans les sociétés où la couverture sociale est limitée et où, traditionnellement, la famille remplit certaines fonctions de protection sociale. La migration féminine, notamment, s'est traduite par une "fuite des soignants", en raison du rôle d'éducation des enfants et de soins aux personnes âgées traditionnellement dévolu aux femmes dans de nombreuses sociétés. Pour contrebalancer les effets psychosociaux négatifs de cette migration, les pouvoirs publics pourraient envisager de renforcer certains services et institutions de manière à mieux soutenir les membres de la famille qui restent au pays. L'école, qui est probablement la première institution à constater les effets de la migration de parents sur les enfants, peut, en s'appuyant sur d'indispensables orientations générales, formuler des réponses adaptées et aptes à amortir ces effets.

Les incidences de la migration sur les sociétés d'origine peuvent aussi être analysées sous l'angle des "rapatriements sociaux", c'est-à-dire le transfert d'idées, de comportements, d'identités et de capital social. De tels transferts se produisent à l'occasion d'un retour définitif ou temporaire des migrants, lorsque la famille restée au pays rend visite à ses proches à l'étranger, ou grâce aux technologies de communication modernes. Sous-catégorie des rapatriements sociaux, les rapatriements de capital humain s'entendent de l'amélioration de l'éducation des enfants de migrants, du développement des compétences personnelles des migrants, ainsi que du transfert des connaissances et du savoir-faire acquis à l'étranger. L'impact des rapatriements sociaux est ambivalent. Les migrants peuvent rapporter leurs compétences et leurs aptitudes dans leur pays d'origine ou se lancer dans des activités politiques, entrepreneuriales ou philanthropiques. De manière moins flagrante, ils peuvent, grâce à l'expérience engrangée à l'étranger, influencer les mentalités et les comportements (par exemple en ce qui concerne les normes appliquées en matière de relations entre les sexes), ou encore les idées sur les processus politiques. Cependant, l'influence des migrants peut aussi être jugée préjudiciable à la cohésion sociale de la société d'accueil, notamment lorsqu'ils propagent une image négative de leur pays d'origine, propre à inciter d'autres à envisager l'émigration comme l'unique issue à leur situation.

Certes, ces transferts et influences sont plus difficiles à mesurer que les rapatriements financiers. Cependant, des efforts pourraient être déployés par les pouvoirs publics pour créer un environnement propice aux rapatriements sociaux, à l'image des mesures prises pour faciliter la réception des transferts financiers. Surtout, la mise en place de voies de communication entre les nationaux de l'étranger et les sociétés d'origine permet de tenir les deux "parties" informées et au courant de leurs réalités, besoins et attentes. Une autre manière de renforcer la participation des migrants à leur société d'origine, et de permettre à celle-ci de tirer profit des contributions et ressources utiles que les migrants souhaitent peut-être leur apporter, consiste à instituer des mécanismes tels que des lieux de rencontre de la diaspora pour favoriser l'engagement des migrants dans la vie politique de leur pays d'origine.

Considérations de politique générale : Sociétés de transit et de destination

Les pays de transit connaissent, dans une large mesure, les mêmes transformations que les pays de destination, mais de manière temporaire. En outre, la nature fluctuante de la population migrante complique considérablement la formulation de politiques et l'allocation de ressources. L'adoption de stratégies efficaces pour affronter les flux composites et irréguliers s'impose tout particulièrement dans les pays de transit car ces phénomènes appellent non seulement une action humanitaire immédiate, mais aussi des

réponses à long terme⁵. Les flux irréguliers et composites sont souvent montés en épingle par les médias et peuvent être une source de préoccupation publique. D'où la nécessité de sensibiliser les sociétés d'accueil pour empêcher toute réaction d'hostilité. Il y a lieu de veiller à protéger efficacement les droits humains des migrants et à leur donner accès aux services de base, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants. Des mesures devront peut-être être prises pour prévenir les activités criminelles liées, par exemple, à la traite des êtres humains ou au trafic illicite de migrants. Les pays de transit ont tout particulièrement besoin de coopérer avec les autres pays situés le long de la route migratoire, surtout, évidemment, avec les pays d'origine et de destination. Il importe que les pays sachent qu'il est parfois difficile d'établir une distinction entre "transit" et "destination", et que des migrants initialement temporaires deviennent vite permanents.

Dans les pays de destination, la gestion des relations entre les migrants et la société d'accueil relève généralement des mesures d'"intégration"⁶. Or, l'intégration peut revêtir diverses formes, au point que même des "pays d'immigration" établis ont entrepris de réexaminer leur approche de l'intégration au vu d'une réalité migratoire fluctuante et, notamment, du caractère de plus en plus temporaire de la migration. La réponse à la question de savoir ce que signifie être "pleinement intégré" et quel type d'"intégration" est nécessaire pour garantir la cohésion sociale peut considérablement varier selon la nature du phénomène migratoire ou la définition que donne une société de la migration. Cette question soulève par ailleurs celle des conditions qui régissent l'octroi de la nationalité ou la possession de nationalités multiples.

Souvent, les sociétés de destination ont besoin d'un certain temps pour accepter pleinement ce qu'elles considèrent comme des "nouveaux venus". Ce processus, qui est à la fois psychologique et pratique, doit être accompagné par des mesures de politique visant à adapter les institutions sociales à ces nouvelles réalités. Conformément à ce qui a été dit précédemment au sujet de la représentation des migrants, il est fondamental d'améliorer l'image positive des migrants dans les sociétés d'accueil si l'on veut que celles-ci les acceptent mieux et reconnaissent davantage leur contribution. Parallèlement, il y a lieu de combattre avec détermination toutes manifestations extrémistes, xénophobes et racistes, qui sont autant de menaces pour la cohésion sociale.

Concrètement, les pouvoirs publics devront peut-être veiller à ce que certains services ou institutions clés soient proposés ou accessibles dans différentes langues. D'autres services publics, notamment dans le secteur de la santé, seront peut-être aussi appelés à tenir compte des différences culturelles, par exemple en ce qui concerne la demande de soins de santé des groupes de migrants. Un autre domaine nécessitant l'adoption de mesures politiques concerne la participation politique des migrants, qui peut revêtir diverses formes, depuis la participation à des organes consultatifs ou le droit de vote à l'échelle locale ou nationale jusqu'aux décisions concernant le séjour de longue durée, la naturalisation ou la citoyenneté. Au niveau local, la migration peut engendrer une évolution visible des schémas de peuplement dans les sociétés de destination. Ainsi,

⁵ Les flux migratoires composites ont été au cœur des discussions du Conseil de l'OIM lors des sessions tenues en 2008 et en 2009. Les documents de travail sont disponibles à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/policy-research/pid/410>.

⁶ Cette question a été au cœur des débats de l'atelier de l'IDM 2006 sur le thème : *Migrants et sociétés d'accueil : Des partenariats prometteurs*. Le rapport sur cet atelier est disponible à l'adresse http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/serial_publications/RB11_FR.pdf

l'aménagement urbain devra peut-être s'adapter à la diversité culturelle pour pouvoir gérer l'émergence de quartiers ethniques ainsi que le regroupement et la différenciation résidentiels, et atténuer les conséquences négatives pouvant découler de la ségrégation.

A cet égard, il importe que les responsables politiques accordent une attention particulière aux descendants de migrants, qu'il s'agisse d'enfants ou de jeunes migrants, de ceux qui appartiennent à la "première génération et demie" (enfants nés dans le pays d'origine de leurs parents mais ayant grandi et noué des relations dans la société de destination), ou des migrants de la deuxième ou de la troisième génération. L'émancipation des jeunes est non seulement fondamentale, mais elle représente aussi un investissement à long terme dans le bien-être et la cohésion d'une société. Il est indispensable de mettre en place un cadre juridique et politique cohérent en matière de non-discrimination, qui garantisse l'égalité des chances pour les jeunes migrants et les descendants de migrants. Quant au secteur de l'éducation, il a un rôle particulièrement important à jouer. Les institutions devront peut-être s'adapter, par exemple pour tenir compte des besoins et des compétences d'étudiants plurilingues. Pour maximiser les possibilités de contribution et de participation des différents groupes à la société, il est nécessaire de veiller à l'apprentissage des langues dans les établissements éducatifs, d'adopter des mesures non discriminatoires garantissant l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation, et de reconnaître les qualifications étrangères, pour ne citer que quelques-unes des mesures qui s'imposent.

Conclusion

Loin d'être un concept statique, la cohésion sociale dans les sociétés d'origine et de destination peut s'enrichir de l'expérience et des contributions des migrants. Les migrations contribuent au dynamisme économique, culturel, social et démographique des sociétés. Un certain nombre de considérations générales s'imposent aux responsables politiques des pays d'accueil et de destination : tout d'abord, des phénomènes qui influencent tant d'aspects de la société ne peuvent être affrontés par les seuls pouvoirs publics. Ceux-ci ont besoin de l'intervention et de l'appui de partenaires de la société civile, du secteur privé, des médias, etc.. Ensuite, les mutations sociales sont souvent plus visibles et préoccupantes à l'échelle locale. D'où la nécessité d'un engagement accru de la part des autorités et des parties prenantes au niveau infranational, notamment municipal. En troisième lieu, des mesures de sensibilisation et d'information sont indispensables pour donner des migrants et de la migration une image juste et positive, et garantir des relations harmonieuses entre les migrants et les sociétés d'origine et de destination. Enfin, il importe de garder à l'esprit que les migrants eux-mêmes sont les partenaires et les acteurs les plus importants pour gérer les mutations sociales et susciter des contributions positives.